

« AGIR AU PLUS PRÈS DES RÉALITÉS DU TERRAIN »

Chaque jour nous parviennent de nouvelles informations inquiétantes sur l'environnement. La France sera-t-elle l'un des leaders de la lutte contre le dérèglement climatique et la disparition de la biodiversité ? Rencontre avec Christophe Béchu, ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des territoires.

Le Jas : Quelles sont vos priorités d'action pour accélérer la transition écologique ?

Christophe Béchu : Le cap fixé, c'est celui de mener à bien les différents chantiers de la planification écologique conduite par la Première ministre. Une écologie des solutions, sans opposer fin du mois, et fin du monde.

C'est un plan d'action exigeant, ambitieux, organisé autour de 22 objectifs essentiels, dans tous les domaines, qui permettront d'atténuer les émissions de gaz à effet de serre de notre pays, pour tenir nos engagements européens et mondiaux, et d'adapter notre société pour la rendre plus résiliente face aux effets du dérèglement climatique.

Il ne s'agit pas, bien sûr, de faire aboutir un chantier, puis de passer au suivant... La transition écologique, ce sont des changements profonds, qui nécessitent d'être menés de façon transversale.

Je pense ainsi au Plan eau, annoncé avec le Président à Savines-le-Lac le 30 mars dernier ; nous travaillons avec Bruno Le Maire sur le projet de loi Industrie verte, qui doit permettre de faire de la France la première nation de l'industrie verte en Europe ; et nous poursuivons le déploiement du Fonds vert, d'un montant inédit de deux milliards d'euros, au service des projets de transition écologique portés



© David Mendiboure

par les élus locaux... tout en continuant notre action à l'international, avec, par exemple, le One Forest Summit, qui a mis en place un mécanisme novateur de compensation au service d'une meilleure préservation des forêts primaires dans le monde.

Sans être exhaustif, je crois que cette actualité montre bien les grandes priorités de notre action : agir pour une société plus sobre dans ses usages, plus économe des ressources naturelles, moins carbonée, c'est indispensable. Mais aussi faire de cette transition une opportunité pour la France et les Français. Et, également, agir toujours au plus près des réalités du terrain, car si le dérèglement climatique est mondial, ses effets affectent de manière spécifique chaque territoire, et une solution ne saurait convenir à tous. C'est pour cela que nous nous appuyons toujours plus sur les élus locaux, car notre transition écologique doit se faire par, et pour les territoires.

Le Jas : Pouvez-vous nous préciser ce que vous entendez par volet social dans le cadre de la transition écologique ?

C.B. : Tout est imbriqué. Il n'y a pas d'un côté les objectifs de la transition écologique, et de l'autre les questions sociales.

Les études scientifiques le montrent toutes, les premières victimes des effets du dérèglement climatique sont les populations les plus vulnérables. C'est vrai dans le monde, et c'est vrai en France. La transition écologique, indispensable, permet d'y répondre.

Mais par les changements qu'elle implique, elle aura également des effets importants sur notre modèle économique, sur notre modèle de société. Personne ne doit faire seul les frais de ces mutations, personne ne doit être laissé de côté.

“ **Notre transition écologique doit se faire par, et pour les territoires.** ”

“ **Il faut que chacun, se sente concerné, et agisse à son niveau.** ”

Tout le monde doit pouvoir bénéficier des formidables opportunités qui sont devant nous.

C'est le message très clair qu'a porté la Première ministre dans son discours du 21 octobre dernier en déclarant « *la France plus verte, que nous voulons, c'est une France plus juste* ».

L'État s'engage avec force pour accompagner ceux qui sont le plus affectés : nos agriculteurs, tous nos concitoyens qui vivent encore dans des passoires thermiques, les ménages les plus modestes qui doivent être aidés dans l'acquisition de véhicules plus sobres, par exemple. Mais aussi les collectivités les plus menacées, par le recul du trait de côte, par les catastrophes naturelles, ou encore celles qui font face à un mur d'investissement pour remettre à niveau leurs infrastructures.

Le volet social de la transition écologique, enfin, c'est pour moi celui de la mobilisation. On a besoin de volonté politique, de moyens, pour mener à bien ces chantiers. Ils sont bien présents. Mais nous ne pourrions relever ce défi majeur sans la mobilisation de toutes et tous, dans notre pays, dans l'ensemble des territoires. Il faut que chacun, en France, se sente concerné, et agisse à son niveau.

Le Jas : Vous souhaitez vous appuyer notamment sur les maires. Comment réussir à les faire adhérer au projet ?

C.B. : Nous avons annoncé avec la Première ministre les 150 premiers lauréats du Fonds vert le 3 avril. Un constat frappe d'emblée : les maires n'ont pas attendu pour s'emparer des questions de la transition écologique, comme en témoignent le nombre et la qualité des dossiers que nous avons reçus, et qui correspondent à des projets que les élus locaux portent

parfois depuis longtemps. Ils ont des idées innovantes, au plus près des réalités de leur territoire, et des besoins de leurs habitants.

Comme devant tous les grands défis qui ont été posés à notre pays dans son histoire, l'éducation, la santé, nos valeurs démocratiques, entre autres, les maires sont au rendez-vous, et jouent un rôle indispensable pour relayer la dynamique auprès de tous nos concitoyens. Ils sont les tiers de confiance indispensables de nos politiques publiques. Il s'agit donc de poursuivre notre accompagnement, de faciliter les bonnes pratiques, et de contribuer à leur diffusion.

Mais il y a aussi un sujet de sensibilisation et de formation, pour permettre à tous les élus de savoir quelles sont les actions les plus efficaces, les meilleurs leviers à actionner, afin de ne pas rester désemparés devant les effets du dérèglement climatique sur leur territoire. C'est tout l'objectif des sessions de sensibilisation que je mets en place à destination des élus locaux. Des sessions adaptées aux réalités de chaque territoire, et centrées sur les solutions que les élus locaux peuvent déployer à leur échelle. Une expérimentation sera menée dans trois départements pilotes d'ici l'été, pour une généralisation à l'ensemble du pays à partir de septembre.

Je pense également qu'il faut remettre en perspective la question de la transition écologique, parfois perçue comme nécessitant des investissements très lourds, aux effets lointains. Refaire l'isolation de la médiathèque, rénover les réseaux d'eau, changer l'éclairage public, lutter contre l'étalement urbain, ce n'est pas seulement œuvrer pour la France de nos petits-enfants. C'est, très rapidement, en récolter les bienfaits, en terme de qualité de vie, en terme de santé, et, aussi, en terme financier, avec une baisse sensible de la facture énergétique.

Le Jas : Ne pensez-vous pas que, parallèlement à l'action publique, il soit important de renforcer l'engagement des citoyens, et comment faire pour y parvenir ?

C.B. : Je pense que c'est, en effet indispensable. Et là encore, c'est déjà le cas. Les mentalités ont beaucoup changé, les façons de faire, et nombre de nos concitoyens sont engagés de longue date dans le milieu associatif pour porter les objectifs de la transition

“ Une nouvelle page exaltante de notre histoire, à écrire, tous ensemble. ”

écologique, de façon très concrète, à l'échelle de chaque vie.

Je crois que la transition écologique constitue une formidable opportunité pour notre démocratie.

C'est un sujet qui passionne, qui est, à juste titre, au cœur des préoccupations des Françaises et des Français, et à une époque où l'on se soucie de la désaffection démocratique, des faibles taux de participation aux élections, une telle conscience partagée de l'intérêt général est un vrai espoir.

La mobilisation des Français se fait de façon associative, bien sûr, mais aussi dans le cadre renouvelé des consultations citoyennes, au niveau national, comme au niveau de chaque territoire. Un cadre que nous devons encore approfondir, afin d'embarquer chacune et chacun dans les grands chantiers de la transition. Je crois qu'il y a un risque : c'est la confiscation de cet engagement citoyen par certains, qui l'instrumentalisent au service de leur propre agenda politique. Un agenda qui a bien peu à voir avec la transition écologique, et qui tend à monter les Français les uns contre les autres. Il ne saurait y avoir, en particulier, de tolérance, pour la violence extrême déployée par certains groupes.

Il me paraît indispensable de permettre au plus grand nombre de participer à la construction et à la mise en œuvre de nos différentes politiques publiques de transition écologique. Il y a là le ferment d'un renouveau démocratique précieux pour la France, qu'il faut préserver, et dont il faut permettre l'essor. À l'heure où l'on croyait notre société fragmentée par l'individualisme, nous avons, avec la transition écologique, un formidable projet de société commun, au service de la prospérité durable de notre pays. Une nouvelle page exaltante de notre histoire, à écrire, tous ensemble. ■